

## Pressions et débat mondial sur les brevets

Zeliha Chaffi (à paris) et Virginie Malingre

**Joe Biden prône la suspension des brevets. L'Europe se dit « prête à discuter », les industriels s'y opposent**

BRUXELLES - bureau européen,

Cela n'a rien coûté à Joe Biden et le voilà désormais sacré champion de la solidarité mondiale dans la guerre contre le Covid-19. C'est en quelques mots le sentiment qui prédominait à Bruxelles, jeudi 6 mai, après l'annonce de Washington de soutenir la levée des brevets sur les vaccins contre le Covid-19. *« Joe Biden a beau jeu de mettre le sujet sur le tapis, alors qu'une grande partie de sa population est vaccinée, que les Etats-Unis n'ont exporté aucune dose de vaccin jusqu'ici et que plus de la moitié des laboratoires dont les vaccins sont autorisés sont européens »*, résume un haut fonctionnaire européen. Et en plus, l'administration américaine n'a pas pris la peine d'alerter ses partenaires européens de ses intentions, malgré toutes ses déclarations récentes de vouloir réparer la relation transatlantique après le mandat de Donald Trump.

*« Les Etats-Unis n'ont prévenu personne alors qu'on cherchait une solution commune ! »*, peste une source au sein de l'exécutif français. Et de poursuivre : *« C'est habile en communication mais on était bien seuls depuis un an à défendre le vaccin comme bien public mondial. »* La décision inattendue, mercredi soir, de Washington a contraint les Européens à réagir. Jusqu'ici réticent, Emmanuel Macron s'est ainsi dit, jeudi, *« favorable à ce qu'il y ait cette ouverture de la propriété intellectuelle »* tout en ajoutant que, *« ce qui rend difficile l'accès aux vaccins aujourd'hui, c'est le transfert de technologie et la capacité à produire. Vous pouvez transférer la propriété intellectuelle à des fabricants pharmaceutiques en Afrique, ils n'ont pas de plate-forme pour produire de l'ARN messager »*. Quelques heures plus tôt, dans la matinée, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, après avoir souligné que le défi majeur aujourd'hui est d'augmenter la production de vaccins, a assuré que *« l'Union européenne [UE] est prête à discuter de la façon dont la proposition américaine peut permettre d'atteindre cet objectif »*. Lors d'un discours pour l'Institut universitaire européen de Florence, elle a rappelé qu'*« à court terme »*, l'urgence était surtout pour les pays producteurs de lever leurs restrictions pour exporter leurs doses... à l'image de ce que fait l'UE, *« principal exportateur de vaccins dans le monde »*.

*« Dans l'immédiat, nous appelons tous les producteurs de vaccins à autoriser l'exportation et à éviter toutes les restrictions susceptibles de perturber les chaînes d'approvisionnement »* pharmaceutiques, a insisté l'ancienne ministre allemande. A ce jour, les Européens ont exporté en dehors de l'Union quelque 200 millions de doses, soit autant qu'ils en ont produit pour leur propre consommation. *« L'Europe est le continent le plus généreux avec le reste du monde »*, a défendu Emmanuel Macron, jeudi, rappelant que sur les doses *« produites, par exemple chez les Britanniques ou les Américains, il y [en] a [eu] zéro exportée (...) »*. *S'il y a eu un nationalisme vaccinal, il ne faut pas regarder du côté de l'Europe »*.

### Faux débat

Les Etats-Unis ont jusqu'ici bloqué toute exportation, et Joe Biden a plusieurs fois expliqué que sa priorité était de vacciner les Américains. *« Nous sommes heureux que les Etats-Unis soient maintenant également prêts »* à le faire, a commenté, un brin ironique, Jens Spahn, le ministre allemand de la santé. Le gouvernement d'Angela Merkel – tout comme la Suisse – a d'ailleurs maintenu son opposition à la suspension des brevets.

Ces dernières semaines, les Européens ont expliqué pourquoi la levée de la propriété intellectuelle n'est pas la solution miracle qui permettra de vacciner le monde entier et de donner accès aux vaccins aux pays les plus pauvres. *« Un transfert de brevet verrait la production démarrer d'ici un an à quatorze mois (...) »*. *L'an prochain, lorsqu'on aura réussi à augmenter la production de nos usines, on pourra se poser cette question »*, expliquait lundi Thierry Breton, commissaire au marché intérieur.

Les industriels qui fabriquent les vaccins contre le Covid-19 estiment, pour leur part, qu'il s'agit d'un faux débat. « *Nous devons concentrer nos efforts [sur les usines existantes], qui ont la capacité suffisante pour produire des milliards de doses, et nous assurer que l'on ne perturbe pas ces opérations avec des annonces politiquement motivées* », a indiqué Albert Bourla, le patron de Pfizer. Une observation partagée par son concurrent, Moderna : « *Cela n'aidera pas à fournir davantage de vaccins au monde plus vite en 2021 ou en 2022* », a souligné son PDG, Stéphane Bancel, lors de la présentation des résultats trimestriels de la société. Dans un entretien au *New York Times* le 25 avril, Ursula von der Leyen avait reconnu « *ne pas être du tout partisane d'une levée des brevets* », estimant que le développement des vaccins était le fait d'entreprises privées et qu'« *il convenait de conserver l'ingéniosité du secteur privé* ». Le vaccin le plus injecté en Europe, à ce jour, est celui développé par la biotech allemande BioNTech, qu'elle produit en collaboration avec l'américain Pfizer. Moderna est américain, Johnson & Johnson aussi, AstraZeneca anglo-suédois. Le prochain vaccin qui devrait être approuvé par l'Agence européenne des médicaments, celui de CureVac, est également allemand.

Dans ce contexte, la Commission européenne comme l'Elysée ont privilégié, depuis le début, l'exportation de vaccins et le don de doses, notamment par le biais du mécanisme Covax, mis en place par l'Organisation mondiale de la santé. Ils ont aussi incité les industriels à produire dans les pays les moins bien lotis. « *Un laboratoire producteur de vaccin ARN messenger s'est engagé à produire en Afrique* », dévoile-t-on dans l'entourage de M. Macron. « *Quand Biden a participé au sommet européen du 25 mars, il n'a pas proposé de nous donner une seule dose. C'était un peu gênant* », s'exaspère une source. Lors de ce conseil, les Vingt-Sept ont bataillé pour essayer de trouver une manière de donner des vaccins à la Slovaquie, la Bulgarie, la Lettonie, la Croatie, et la République tchèque, qui en manquaient cruellement...

A la suite de l'annonce américaine, le sujet de la levée des brevets sera sans conteste évoqué au dîner des chefs d'Etat et de gouvernement européens qui devaient se retrouver à Porto, vendredi 7 mai.